

Tollé contre le projet de couloir aérien

17-11-2009

Dans son édition d'aujourd'hui, le journal Le Parisien fait état de la mobilisation des élus locaux contre le projet de modification du couloir aérien et son déplacement sur le Sud-Essonne notamment, conséquence du relèvement des altitudes d'arrivées des avions en provenance du Sud-Ouest à destination de l'aéroport de Paris-Orly en configuration de vent d'est.

Au-dessus du parc naturel régional du Gâtinais, aujourd'hui, s'ébattent des fauvelles et des faucons. Demain, ces beaux volatiles risquent de voler en compagnie d'espèces plus imposantes, de type Boeing et Airbus...

Une enquête publique a été lancée hier concernant, techniquement, le « relèvement des altitudes d'arrivées des avions en provenance du Sud-Ouest à destination de l'aéroport de Paris-Orly en configuration de vent d'est ». En clair, cela signifie le déplacement du couloir actuel, Melun-Brétigny-Orly, emprunté quotidiennement par environ 350 engins en phase d'atterrissage vers le sud, selon un axe Milly-Etampes-Dourdan-Orly.

« C'est absolument contraire aux engagements du Grenelle de l'environnement »

C'est la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) qui est à l'origine de ce changement.

Selon son argumentaire, le nouveau couloir permettrait de diminuer la population concernée par ces passages d'avions, passant de 116 300 habitants actuellement à 78 598.

Des chiffres qui font bondir Franck Marlin, député-maire UMP d'Etampes : « Selon les documents annexes de l'enquête, il est fait état de 1 036 habitants pour Milly alors que cette ville en compte 4 822. De même, Etampes ne compterait plus que 8 340 habitants au lieu de 22 956 ! Les arguments de ce dossier sont mensongers. »

Du côté du parc naturel régional du Gâtinais, la crainte de retombées polluantes est forte. « Les avions devront voler une dizaine de minutes de plus. Sur une année, cela représente une augmentation de 10 000 t d'émission de CO2. Il y aura aussi une hausse de la consommation de kérosène.

« C'est absolument contraire aux engagements du Grenelle de l'environnement », estime la direction du parc. L'enquête publique est prévue pour durer un mois. « Généralement, quand s'est lancé, cela aboutit », appréhende-t-on au Gâtinais.

Alors, aujourd'hui, la mobilisation se met en place. Franck Marlin a écrit un courrier aux 30 maires des communes essonniennes touchées par cette proposition. Toutes devraient voter une motion contre le nouveau couloir lors de leurs conseils municipaux.

Georges Tron, député-maire UMP de Draveil, se lance aussi dans la bataille. Il rencontrera lundi prochain Dominique Bussereau, secrétaire d'Etat aux Transports. « Cette modification semble avoir été initiée sans aucun contact avec les élus. Ce n'est pas admissible », assure-t-il.

(Julien Heyligen, Le Parisien, édition du 17 novembre 2009)